

Monsieur le Président,  
Mesdames et messieurs,  
Distingués invités,  
Chers participants,

Merci de nous avoir associé à cette rencontre....

Nous sommes d'accord avec les conclusions et recommandations auxquels nos agences contribueront pour leur mise en œuvre....

Cependant, nous avons quelques messages additionnels ci-dessous à communiquer

En effet, faut-il le rappeler, la thématique « *femmes et conflits* » qui a été choisie pour cette rencontre cadre parfaitement avec la priorité de nos agences dans les domaines du développement et de la mise en œuvre des programmes, ainsi que des appuis techniques et financiers apportés dans les différents pays.

Si les hommes sont en règle générale, les principaux décideurs dans le cadre de la gestion des activités agricoles, pastorales et halieutiques au sein des exploitations familiales, ce sont les femmes qui exécutent une part importante du travail dans la production agricole, animale et halieutique, ainsi que dans la transformation des produits. Parce que les femmes sont les plus grands producteurs dans nos pays et jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire des ménages, le fait de leur apporter des appuis spécifiques améliorerait la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et par conséquent, des stratégies doivent être revues en vue d'améliorer leurs conditions. Par ailleurs, la faible autonomisation socio-économique des femmes est associée à un risque accru de vulnérabilité exacerbé pendant les crises

Pour contribuer à relever les défis majeurs auxquels les femmes sont confrontées en ces temps de conflits et de crise sécuritaire chronique, nos agences doivent s'engager à :

1. Encourager la participation des femmes dans le dialogue politique, dans tout le cycle de projet/programmes avec la prise en compte des questions liées à la parité hommes femmes dans des opérations de secours d'urgence et de résilience ainsi que leur participation systématique dans les prises de décision.
2. Appuyer l'autonomisation des femmes, à travers leur participation à tous les niveaux de la prévention et de la résolution des conflits, le relèvement, les processus de consolidation de la paix ainsi qu'aux activités de reconstruction ;
3. Garantir aux femmes des conditions égales d'accès aux biens et aux ressources dont dépendent leur santé et leurs moyens d'existence y compris les réseaux commerciaux, les technologies appropriées et le renforcement des capacités.
4. Travailler avec les autres organisations pour la concrétisation du nexus urgence-développement-paix ;
5. Développer des approches multi système incluant l'urgence-réhabilitation-développement, avec un accent particulier sur l'appui aux petits producteurs, notamment les femmes.

6. Diversifier la production agricole permettrait d'offrir une plus grande variété alimentaire pour la consommation directe des ménages et un accès facilité à des aliments nutritifs, diversifiés, et abordables, ainsi qu'à des sources de revenus additionnelles.
7. Contribuer à l'harmonisation des politiques et lois coutumières et l'établir des budgets tenant compte de la dimension de genre à tous les niveaux, afin de cibler les interventions qui visent à promouvoir l'autonomisation économique des femmes et leur accès aux facteurs de production.
8. Renforcer la résilience des femmes face aux effets du changement climatique, tels que la désertification accrue dans certaines régions rurales du Sahel, la sécheresse, les inondations et la pénurie d'eau.
9. Renforcer les capacités des femmes en gestion financières permettant de les d'impliquer dans tous les aspects de la chaîne de valeur, qui vont au-delà de la transformation,
10. Produire des données désagrégées sur la sécurité alimentaire et la nutrition et sur des questions telles que l'accès des femmes à la terre, aux intrants agricoles et aux facilités de crédit qui permettent d'apprécier les défis spécifiques de suivre les progrès en matière d'intégration de l'égalité des sexes et d'identifier les connaissances et les bonnes pratiques.

Les besoins nutritionnels des femmes enceintes ou allaitantes, adolescentes et jeunes enfants sont proportionnellement plus élevés que pour les autres membres du ménage, rendant le coût de leur alimentation plus onéreux (jusqu'à 1,5 fois plus cher pour une femme enceinte ou allaitante comparée à un homme adulte).

Pour ce faire :

11. L'approche systèmes sensibles au genre (santé, eau, hygiène et assainissement, protection sociale, éducation et système alimentaire) avant et pendant la crise restent une priorité pour assurer un accès durable des femmes, des adolescents et des enfants à risque aux services sociaux de base afin de prévenir toutes les formes de malnutrition.
12. La protection et la promotion de l'état nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes et des adolescentes pendant de crise devraient être une priorité clé des plans de réponse et des programmes de résilience.
13. La fortification à grande échelle de certains aliments de base et des farines infantiles - permettrait de réduire drastiquement la malnutrition sous toutes ses formes.
14. Les niveaux de non-abordabilité des alimentations Énergétique et Nutritive enregistrés au Centre-Sahel renforcent l'urgente nécessité d'augmenter les revenus des ménages à travers des interventions de protection sociale ciblant les ménages les plus vulnérables, et incluant les femmes.